



Alors qu'un nouveau groupe de travail sur la fusion des différentes brigades de remplacement doit se tenir ce jeudi 22 janvier, nos organisations syndicales ont décidé de se rencontrer et d'adopter la déclaration suivante :

Madame l'inspectrice d'académie,

Le projet de fusion des différentes brigades de remplacement n'a aucun intérêt pour les personnels et les élèves. Ce projet s'inscrit une nouvelle fois dans la volonté du gouvernement de réaliser des économies sur notre bien commun, la fonction publique, qui plus est dans un contexte martial de marche à la guerre qui rend prioritaires toutes les dépenses d'armement au détriment des services publics, de leurs agents.es et de leurs usager.es.

Les conséquences directes pour les personnels vous sont connues :

- Pertes financières inacceptables des primes afférentes aux missions (BD ASH et REP+)
- Extension des zones de remplacement qui conduit à une augmentation considérable des temps de trajet
- Dégradation de la continuité pédagogique quand différents BD se succéderont sur un même poste

À cela s'ajoute la menace qui pèse sur l'ensemble des moyens alloués en REP et REP+.

- L'absence d'un contingent de BD REP+ menace la pérennité des formations des PE REP et REP+. Il en est ainsi dans le Val-de-Marne où les sessions de formation en REP+ ont été annulées.
- Alors que les plus hautes autorités de l'État annoncent que la « défense » est une priorité nationale, comment croire que la course aux économies budgétaires ne conduira pas à supprimer les moyens alloués au service public de l'Education, notamment ceux de l'éducation prioritaire, à commencer par les dispositifs dédoublés.

Ce projet de fusion apparaît comme une attaque inacceptable contre les droits des personnels, leurs conditions de travail et d'existence, et le bien être des élèves.

Nous ne pouvons l'accepter !

Nos organisations syndicales demandent :

- Le maintien de l'ensemble des intitulés de postes de BD (ASH, FC, REP+, EFIV), des missions et indemnités afférentes ;
- Le maintien des zones de remplacement actuelles ;
- Le maintien de la gestion des remplacements au niveau des circonscriptions.

C'est pourquoi nous ne pouvons participer à ce GT sans cautionner les objectifs que vous poursuivez.

Nous quittons donc cette séance afin d'aller à la rencontre de nos collègues pour exposer notre position commune.